

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
27 juillet 2001  
Français  
Original: anglais

---

**Exposé succinct du Secrétaire général sur les questions  
dont le Conseil de sécurité est saisi et sur l'état d'avancement  
de leur examen****Additif**

Conformément à l'article 11 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/2001/15 du 19 mars 2001, S/2001/15/Add.3 du 28 mars 2001, S/2001/15/Add.5 du 2 avril 2001, S/2001/15/Add.6 du 4 avril 2001, S/2001/15/Add.7 du 6 avril 2001, S/2001/15/Add.10 du 13 avril 2001, S/2001/15/Add.20 du 25 mai 2001 et S/2001/15/Add.26 du 6 juillet 2001.

Durant la semaine qui s'est achevée le 21 juillet 2001, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur la question suivante :

**La situation en République centrafricaine** (voir S/1997/40/Add.31 et 44; S/1998/44/Add.5, 11, 12, 28 et 41; S/1999/25/Add.6, 7 et 41; S/2000/40/Add.5; et S/2001/15/Add.4)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 4347<sup>e</sup> séance, tenue le 17 juillet 2001, comme convenu lors de ses consultations préalables; il était saisi du troisième rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine et sur les activités du Bureau des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (S/2001/660).

Le Président a déclaré qu'à la suite de consultations du Conseil, il avait été autorisé à faire une déclaration au nom de celui-ci, et il a donné lecture du texte de cette déclaration (ce texte, publié sous la cote S/PRST/2001/18, sera reproduit dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-sixième année, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 2001*).